

François HOLLANDE à Vaulx-en-Velin pour la politique de la ville : la démolition « normale » de l'ingénierie de l'État ?

La président de la République est en déplacement à Vaulx-en-Velin ce mardi 21 mars, sur les thématiques sensibles de la politique de la ville et de la rénovation urbaine ; une allocution est notamment prévue en fin de matinée à l'École Nationale des Travaux Publics de l'État (ENTPE), lieu de formation du principal corps technique d'encadrement supérieur des ministères de madame ROYAL et de madame COSSE.

Une visite lourde de symbole, quant on sait les dissensions pouvant exister au sein du gouvernement sur l'ingénierie de l'État : en effet, le ministère de la Fonction Publique de madame **GIRARDIN** a récemment mis en œuvre une réforme statutaire, allant complètement à l'encontre du projet porté par Ségolène Royal et Emmanuelle Cosse en 2016, pour leur principal corps d'ingénieur.

Depuis 2015, l'administration de la Fonction Publique limite en effet drastiquement l'accès aux emplois de direction à l'État et dans les collectivités pour les personnels ne relevant pas des « grands corps d'État » ; la récente réforme mise en œuvre scelle définitivement ce plafond de verre, en alignant vers le bas les ingénieurs (sur des grilles indiciaires BAC+3 alors qu'ils sont recrutés à BAC+5), limitant ainsi toute progression sociale et remettant en cause la formation scientifique et l'expérience technique développée par les ingénieurs au sein de la fonction publique.

Cette grave atteinte à l'attractivité du recrutement et des parcours des ingénieurs de l'État se traduit par un ralentissement généralisé des carrières, rendant plus difficile l'enrichissement des CV des ingénieurs, dans le but non avoué de les empêcher de concurrencer, à terme, les grands corps plus « prestigieux », et pénalise tout particulièrement les nouvelles générations d'ingénieurs, auprès desquels le président de la République va pourtant prononcer son allocution.

Malgré son engagement auprès de nos représentants (et devant la presse locale) à ne pas signer le décret correspondant, lors de son déplacement à Arras en décembre 2016, Ségolène ROYAL aura malgré tout cédé aux pressions de ces « grands corps d'Etat » sur ce projet dogmatique.

La situation est d'autant plus grave que l'administration de la Fonction Publique, pilotée par ces mêmes « grands corps d'Etat » s'ingénie à systématiser le contournement des instances ministérielles par le truchement d'artifices réglementaires qu'ils inventent eux-mêmes, sans aucun contrôle extérieur.

A l'heure où la politique de la ville est un véritable enjeu de cohésion sociale, où des discussions internationales s'intensifient pour l'avenir de la planète, où la transition énergétique s'initie, où des aléas naturels touchent malheureusement durement certains de nos territoires, l'avenir de l'ingénierie de l'État est malheureusement en de bien mauvaises mains.

*Le corps des Ingénieurs des Travaux Publics de l'État (ITPE) (5400 agents) constitue le **corps majoritaire d'encadrement et d'expertise** des ministères en charge du développement durable et du logement (MEEM et MLHD). Les ITPE sont présents les services de l'État et les collectivités locales comme cadres de 1^{er} et de 2^e niveaux ; 11 % d'entre eux exercent également des **fonctions de direction**.*

Le syndicat national des ingénieurs des travaux publics de l'État et des collectivités territoriales (SNITPECT) est l'unique syndicat représentatif des ITPE. Fondé en 1855 et affilié à la confédération générale du travail Force Ouvrière, il assure la défense individuelle et collective de l'ensemble des ITPE. Plus d'informations sur www.snitpect.fr

Contact presse : Abdallah EL HAGE - secrétaire général du SNITPECT-FO - 01 42 72 45 24 - snitpect@snitpect.fr